



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

26/02/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 268 du 26 février 2026

Édito

Notre Résumé Économique et Social, est un outil dans la lutte que mène le Parti révolutionnaire Communistes pour organiser la classe des travailleurs face au pouvoir de la grande bourgeoisie monopoliste et faire grandir la conscience collective de la nécessité d'abattre le système capitaliste afin d'ouvrir la voie à la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme : le socialisme. En bref, nous nous plaçons toujours du point de vue des intérêts de notre classe et nous en menons la lutte. Raison de plus pour parler clair en toutes circonstances et rappeler que la grande bourgeoisie monopoliste a fait depuis longtemps le choix de mettre en selle le Rassemblement National pour gérer ses intérêts de classe. Aujourd'hui, elle met en scène, après le drame de Lyon1, avec une violence inouïe et la complicité active de la social-démocratie la délégitimation d'une force politique qui s'oppose à sa politique, LFI en utilisant des discours pétainistes et fascisants. Ainsi, Aurore Bergé, ministre déléguée à l'Égalité femme-homme, a-t-elle qualifié LFI de parti de l'anti-France un terme utilisé par l'extrême droite antisémite au XIX^e et XX^e siècle. Elle n'est pas la seule dans ce registre. Cette avalanche d'insultes, campagne idéologique des politiques relayée par les *média* a pour objectif de blanchir le Rassemblement National pour le porter au pouvoir et en même temps de préparer à terme une nouvelle alternance avec une social-démocratie relookée. Dans la situation de crise profonde du système capitaliste, l'exacerbation des affrontements au sein de l'impérialisme, les tendances à l'autoritarisme, voire à la dictature politique se développent dans le monde. Il est donc urgent de ne rien laisser passer et c'est seulement dans l'unité de notre classe de sa lutte que peut se dessiner une issue démocratique à la crise actuelle.

Sommaire :

Luttes

- *Pour la nationalisation d'Arcelor Mittal : de nombreuses délégations en manif devant le Sénat
- *Un pain au goût de répression
- *Contre le budget d'austérité : action dans l'enseignement supérieur et la recherche le 10 mars
- *Le Syndicat CGT d'ARC et la FNTVC dénoncent des projets de reprise jugés incomplets et dangereux
- *La CGT spectacle en grève le 25 février, pour la défense des professions du spectacle
- *Grève à Saint Gobain (Loiret) et un premier succès
- *Nouveau débrayage chez Kalhyge à Longvic (Côte d'Or)
- *80^e anniversaire de la nationalisation des industries électriques et gazières
- *Orangina : la lutte contre la fermeture du site de la Courneuve continue
- *Depuis le 10 février, grève illimitée du personnel hospitalier de l'hôpital d'Annonay
- *Grève éclair victorieuse au Louvre

Économie

- *Énergie nucléaire : la France hors-jeux ?
- *Prud'hommes : réforme dangereuse pour les droits des travailleurs
- *Fiscalité : justice, vous avez dit justice ?
- *France / Inde - Partenariat pour un futur corridor maritime et accord avec CMA CGM

*Selon l'INSEE, c'est le recrutement de contractuels qui soutient de nouveau la hausse de l'emploi dans la fonction publique

*Seb envisage de supprimer 2 100 postes" dans le monde, dont 500 en France

*Hausse des forfaits hospitaliers et durcissement de l'AME

Publications Colloques et débats

*A l'occasion des vingt ans du mouvement social contre le Contrat Première Embauche, l'Institut d'Histoire Sociale CGT organise une table ronde

*Problématiques sociales et syndicales

International et Solidarité internationaliste

*Succès pour le syndicalisme de classe en Grèce

*Manifestation des retraités à Athènes

*Grève générale en Argentine à l'appel de la CGT et blocage des ports

*La CGT *Capgemini* dénonce le commerce d'armement avec Israël

*La FSM solidaire des travailleurs d'EKTAM SOFT DRINKS à Chypre

*Cuba : l'indispensable solidarité

*L'Allemagne juge insuffisants les efforts de la France pour augmenter les dépenses de défense et l'appelle à des économies dans le social

Luttes



Le 25 février au Sénat, pour la nationalisation d'Arcelor Mittal.

Pour la nationalisation d'Arcelor Mittal : de nombreuses délégations en manif devant le Sénat

Les métallurgistes ne lâchent rien. Après le vote par l'assemblée nationale de la nationalisation d'Arcelor Mittal, le débat est maintenant devant le Sénat, le retour à l'Assemblée nationale ayant lieu le 11 juin. Aussi, la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie a appelé à un rassemblement le 25 février devant le Sénat afin que ce dernier se prononce dans le même sens que l'Assemblée nationale. D'autres fédérations de la CGT : la Chimie, Mine Énergie, Agro-alimentaire, Verre et Céramique... avaient aussi appelé. La CGT du Nord avec son secrétaire général était présente, comme l'URIF-CGT, l'UD de Paris et la secrétaire de la confédération CGT, apportant ainsi leur soutien aux travailleurs de la métallurgie.

Toutes les interventions ont convergé sur cette idée: la désindustrialisation touchant la métallurgie, touche toutes les branches d'activité et l'action commune et convergente, c'est une nécessité absolue. La responsabilité est celle du capitalisme dont la seule boussole est le profit. Ainsi, les capitalistes dont Arcelor Mittal sont les fossoyeurs de l'industrie. Le camarade de Dunkerque a indiqué par exemple qu'Arcelor Mittal prépare de nouvelles délocalisations. Des spécialistes chinois sont sur place pour préparer ces nouvelles délocalisations dans le cadre d'un plan européen : le plan Zénith, celui-ci touchera 22 pays.

Le secrétaire général de la FNIC-CGT a particulièrement insisté sur le fait suivant, à savoir la nationalisation signifie : **"réappropriation et socialisation des moyens de production de tous les grands secteurs de l'économie."** Ajoutant qu'il faut envoyer un message clair au pouvoir et au patronat quant à la volonté de la CGT de lutter contre leur politique. Il a rappelé: de 2004 à 2024, les patrons ont reçu 2.824 milliards d'euros de

subventions publiques, l'équivalent du PIB de la France en 2024. Il a insisté sur le fait que nous ne pouvons gagner qu'en nous y mettant tous ensemble.

Une délégation du Parti révolutionnaire Communistes a apporté son soutien à l'initiative et a invité les manifestants à participer à l'initiative du samedi 21 mars au Maltais Rouge.

Un pain au goût de répression



Boulangerie Le *Grand Alesia* : pas touche à Nesrine et Brehima

Mardi 24 février, un rassemblement CGT devant la boulangerie : Le Grand Alésia a intrigué les passants. Un tract distribué par les militants présents était là informant de la situation et l'accueil était plutôt favorable. Rappel des faits, le patron de cette boulangerie et qui en possède 30 sous forme d'une holding ne supporte pas le droit du travail et ses salariés surtout lorsqu'ils veulent les faire respecter. Ainsi, pour s'être présentés aux élections professionnelles, Brehima et Nesrine subissent la répression de la direction:

- *Entrave aux élections, pressions et intimidations

- *Harcèlement des candidats

- *Convocation de Brehima pour le licenciement

En prime, des heures supplémentaires et des dimanches non payés, des conditions de travail infernales

Pour la CGT qui a organisé la défense de ces salariés et le rassemblement, les choses sont claires : toucher à 'un d'entre nous, c'est toucher à nous tous.

Contre le budget d'austérité : action dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) le 10 mars

La petite musique sur le budget 2026 ayant soi-disant évité le pire, ne semble pas convaincre les organisations syndicales de l'ESR. Le budget de l'ESR représente aujourd'hui 0,74% du PIB. C'est le taux le plus bas depuis 1980. Aussi, une large intersyndicale des personnels et des étudiants appelle à un rassemblement le 10 mars contre les suppressions de postes dans l'ESR et la mise au pas des Universités et des organismes nationaux de recherche par leur sous-financement chronique.

Le Syndicat CGT d'ARC et la FNTVC dénoncent des projets de reprise jugés incomplets et dangereux

L'entreprise a été placée en redressement judiciaire et deux repreneurs ont déposé leur offre le 17 février.. Une manifestation intersyndicale a été organisée le 16 février 2026 à l'initiative de la CGT afin de défendre les salariés.

Le syndicat souligne que les travailleurs constituent la véritable richesse de l'entreprise. Il met en avant leur expertise, leur qualification et leur engagement collectif. Ce savoir-faire a permis à l'entreprise de devenir un leader mondial du verre. La CGT juge inacceptable que ces compétences soient considérées comme des variables d'ajustement. Elle alerte sur la menace de suppressions massives d'emplois, estimées à 800 CDI et 200 intérimaires. Les projets de reprise sont jugés imprécis et porteurs de risques importants. La mise en place anticipée de critères de licenciement est fortement contestée. Le projet de Timothée Durant est critiqué au sujet de sa logique financière et son manque d'ambition industrielle. La CGT estime qu'il privilégie la réduction des coûts au détriment de l'emploi et de l'avenir de l'entreprise.

Le projet de Patrick Puy prévoit de préserver 90 % des emplois mais reste jugé trop flou. Les incertitudes sur le financement et la stratégie suscitent des inquiétudes.

La CGT affirme qu'aucun projet actuel ne garantit un redressement durable et équitable. Elle refuse que les salariés paient les conséquences des erreurs stratégiques passées. Le syndicat appelle à une stratégie industrielle ambitieuse pour sauver l'entreprise. Il propose une reconquête commerciale, des investissements et des partenariats, notamment avec le Groupe Mulliez.

La CGT demande également la modernisation des installations et la décarbonation du site. Elle appelle enfin l'État et les repreneurs à agir de manière à préserver Arc International, patrimoine industriel majeur.

La CGT spectacle en grève le 25 février, pour la défense des professions du spectacle

Plus de 500 intermittents du spectacle ont répondu à l'appel à manifester devant le siège patronal pour protester contre les prétentions du patronat de réduire leurs droits. Ils ont adressé un message de solidarité au rassemblement des métallurgistes celui-ci s'est tenu le même jour devant le Sénat exigeant la nationalisation d'*Arcelor Mittal*.

L'ensemble des travailleurs intermittents du spectacle vit aujourd'hui dans un étau insoutenable : l'emploi est en berne dans le cinéma, l'audiovisuel, le spectacle vivant public. La protection sociale est très insuffisante, privant des milliers de salarié·es intermittent·es d'un accès à des arrêts maladie correctement indemnisés ou d'une couverture invalidité de qualité, faute d'un régime de prévoyance suffisamment fort. Dans ce contexte de grande fragilité due à la précarité systémique de leurs pratiques d'emplois, ils sont en première ligne face aux coupes budgétaires de l'état et des collectivités qui menacent leur emploi.

C'est pourquoi la Fédération CGT du Spectacle a appelé tous les professionnels du spectacle vivant, de l'audiovisuel et du cinéma à se mettre en grève le 25 février 2026, date de la négociation d'assurance chômage puis à se rassembler en Assemblée Générale sur les lieux de travail.

Nous revendiquons :

- *Le retrait immédiat des propositions du MEDEF concernant l'augmentation des heures d'affiliation des intermittent·es ;
- *Le déblocage des avenants actualisant les listes de fonctions de l'annexe 8 ;
- * L'application pleine et entière de l'accord du 27 octobre 2023 ;
- * Le refinancement de l'ensemble des budgets culturels, de l'audiovisuel, du FONPEPS, et le retour des anciens critères de ce dernier ;
- * L'extension du régime de prévoyance des intermittent·es pour une couverture arrêt maladie et invalidité permettant de vivre dans la dignité malgré les aléas de la vie.

Grève à Saint Gobain (Loiret) et un premier succès

Mouvement de grève historique à Saint Gobain Sully sur Loire dans le Loiret, dans le cadre des NAO, à l'appel de la CGT et de FO, 160 salarié.e.s mobilisé.e.s sur 500 pendant 2 jours. De 0,4 % d'augmentation des salaires, la proposition est passée à 1,2% plus une réévaluation de la prime d'intéressement. Même si le compte n'y est pas pour la CGT, la forte mobilisation des salarié.e.s et le rapport de force ont obligé le patronat à changer de ton et à ouvrir des véritables négociations face aux besoins exprimés par les travailleuses et les travailleurs. C'est une belle victoire et des perspectives intéressantes pour le syndicat CGT qui a multiplié les adhésions.

Nouveau débrayage chez Kalhyge à Longvic (Côte d'Or)

Une cinquantaine de salariés se sont réunis le vendredi 20 février à Longvic, devant le site de la blanchisserie industrielle Kalhyge, employant environ 110 personnes. En pleines NAO, une partie du personnel a débrayé afin de revendiquer une augmentation de salaire, les propositions patronales étant jugées insuffisantes. 1% d'augmentation, c'est ce que propose la direction. Samia 19 ans d'ancienneté, à peine au dessus du SMIC dit de la proposition patronale : *"Moins de 20 euros bruts, 12 euros nets, c'est rien, c'est un kebab"* et d'ajouter : *"On est tous au SMIC, ici. On dépasse parce qu'on a des petites primes ajoutées par rapport à nos postes de travail, c'est tout. Vous savez, on parle souvent entre nous, on sait qu'un salaire comme ça c'est la misère. Des fois on se demande pourquoi on n'est pas au RSA plutôt que de perdre la santé avec ce travail."*¹

80^e anniversaire de la nationalisation des industries électriques et gazières.

Les électriciens et gaziers actifs et inactifs du département du Tarn-et-Garonne, accompagnés de l'organisation syndicale CGT, ont décidé de célébrer le 80^e anniversaire de la nationalisation et de la création du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

C'est arrivé voilà 86 ans en France en 1946, un communiste Marcel PAUL était alors ministre de l'Industrie, l'électricité et le gaz furent nationalisés. Depuis toutes ces années, les conditions ont changé, mais les agents toujours attachés à leur statut souhaitent revenir sur l'histoire de manière à se projeter vers l'avenir.

Pour marquer cet événement, ils invitent l'ensemble des agents à une réunion d'information avec échange et débat le 18 mars 2026.

Lors de cette assemblée, ils souhaitent débattre au sujet de plusieurs questionnements concernant : le statut et son devenir, l'historique de la nationalisation et l'actualité de leurs droits sociaux.

Donner de l'information sur le devenir de leur caisse de retraite la CNIEG (caisse nationale des industries électriques et gazières), son fonctionnement et les enjeux suite à une décision ministérielle de rattacher les pensionnés au régime général.

Ils débattront également sur la déstructuration du secteur de l'énergie depuis plus de 20 ans imposée par l'Europe capitaliste, pesant sur les moyens financiers et humains et les activités sociales.

L'objectif de cette réunion est de regagner par la lutte, des permanences de proximité pour répondre aux attentes et aux besoins nouveaux des pensionnés et des agents en activité, accompagné de la question incontournable, la reconquête d'un véritable pôle public de l'énergie passant par la nationalisation du secteur de l'énergie.

Orangina : la lutte contre la fermeture du site de la Courneuve continue

Le jeudi 19 février, des dizaines de salariés du site de La Courneuve, dont la fermeture est prévue fin 2026, se sont rassemblés et ont manifesté devant le siège du groupe contre la fermeture du site de la Courneuve, où se tenait une réunion avec la direction. Cette fermeture, rappelons le devrait entraîner la suppression de plus d'une centaine d'emplois.

Depuis le 10 février, grève illimitée du personnel hospitalier de l'hôpital d'Annonay

Le centre hospitalier d'Ardèche nord d'Annonay est en grève pour la deuxième fois en moins d'un an. Un préavis de grève a été déposé par la CGT et la CFDT le 10 février. Les syndicats dénoncent « un sous-dimensionnement chronique des équipes dû à des choix budgétaires et une gestion essentiellement financière ».

En décembre 2023, le conseil de surveillance du Centre hospitalier d'Ardèche nord (Chan) annonçait avoir demandé un audit concernant le fonctionnement de l'hôpital d'Annonay qui depuis deux ans, « *fait face à une situation financière dégradée, avec un déficit de 5,6 millions d'euros en 2024, au regard de ces éléments, il a été demandé, avec l'appui du Conseil de Surveillance, un audit 360° mené par l'Agence Nationale d'Appui à la Performance des hôpitaux (ANAP). Ce travail a pour objectif d'identifier des mesures permettant d'assurer un retour à l'équilibre financier* ».

Les recommandations des experts de l'ANAP ont été rendues en janvier 2025. L'hôpital d'Annonay doit engager des mesures pour faire des économies : dans ce contexte de déficit financier, la variable d'ajustement est majoritairement le personnel. La décision de supprimer 10 lits de chirurgie sur les 30 existants, a pour corollaire la réduction du nombre de personnel soignant. Le rapport de la Cour des Comptes du 9 septembre 2025 en rajoute une couche et donne à la direction de l'hôpital la consigne d'adapter l'organisation des effectifs en « *cas d'absentéisme* ». Consigne immédiatement appliquée : **Tant que cinq jours d'absence ne sont pas atteints, il n'y a pas de remplacement** » ceci entraîne de lourdes conséquences sur les conditions de travail et le bon fonctionnement de l'hôpital.

Les syndicats en grève ont manifesté le 24 février soutenus par les patients, exigent :

*Suppression immédiate du délai de 5 jours avant tout remplacement afin de garantir la sécurité des soins.

*Priorité à la santé des agents : L'employeur doit respecter son obligation légale de prévention des risques professionnels face à la surcharge de travail.

*Équité de traitement et transparence salariale : le respect des agents passe par une rémunération juste et des règles identiques pour tous

*Équité réelle concernant les CDI et contractuels nouveaux : stagiairiser et titulariser ; stop aux différences et à la politique "low cost" des nouveaux contractuels.

*Fin de l'arbitraire : La gestion des carrières doit reposer sur des critères collectifs clairs et partagés, et non sur des décisions individuelles opaques.

*Des bras dans les services !"La CGT dénonce des choix structurels déconnectés de la réalité du terrain. **Priorité aux effectifs de terrain** : Le financement d'un poste de direction supplémentaire (maintien de l'ex-DRH + nouveau DRH) est inacceptable face aux restrictions imposées aux services. Rappel des chiffres : Ce budget "direction" équivaut à lui seul à 450 jours de remplacement d'infirmiers, 660 jours d'aides-soignants ou 755 jours d'ASH par an.

*L'arrêt de l'orientation prise par la direction en matière de recrutement qui privilégie des contrats à durée indéterminée (CDI), jugés moins coûteux.

*Les représentants syndicaux alertent au sujet des effectifs « dégradés » à l'Ehpad, avec des conséquences directes sur les conditions de travail. « Les patients et les résidents en pâtissent »

La direction indique ne pas souhaiter revenir sur ses orientations, la grève continue

Les difficultés que connaissent les hôpitaux sont liées essentiellement à un sous-financement acté par les gouvernements successifs mis en place par E. Macron.

Dans ce contexte de déficit financier, la variable d'ajustement est majoritairement le personnel, de nombreux établissements en ont fait les frais par un C.R.E.F « Contrat de Retour à l'Equilibre Financier » imposé par l'ARS.

Alors que les conditions de travail se sont dégradées, il est inenvisageable de toucher à la masse salariale qu'elle soit titulaire ou contractuelle sur poste vacant ou bien de remplacement.

La CGT exige :

- *un plan de formations à la hauteur des enjeux pour former de nouveaux professionnels de santé afin de pourvoir les postes vacants et répondre aux besoins de santé.

- *des crédits complémentaires par l'ARS à la hauteur du déficit cumulé depuis des années dans ce contexte de plans d'économie imposés aux hôpitaux.

Les moyens existent pour développer un service public hospitalier qui réponde aux besoins de la population de la France. La sécurité sociale doit être gérée par les travailleurs qui seuls assureront à tous la possibilité de se soigner selon leurs besoins et non selon leurs moyens.

Grève éclair victorieuse au Louvre

Dans le cadre des NAO, les salariés des restaurants du Louvre ont débrayé mercredi 18 février à l'appel de la section CGT. Suite à la pression de la grève, la direction du Louvre a fermé le musée à l'ouverture.

Les salariés n'avaient qu'une seule demande : 65€ d'augmentation par mois. La direction proposait 30€. Une réouverture des négociations a été mise en place dans l'après midi, la direction s'est engagée à une augmentation de 50€. Un accord de fin de conflit a été signé après une consultation des grévistes ayant voté à l'unanimité la signature et la reprise du travail.

Économie

Énergie nucléaire : la France hors-jeux ?

Westinghouse, entreprise états-unienne du secteur nucléaire civil, a annoncé l'ouverture d'un centre d'essai à Madrid. Ce site sera en particulier doté d'un simulateur de salle de contrôle d'un réacteur AP1000, concurrent de l'EPR de Framatome (ex-Areva). A terme, ce centre européen devrait accueillir 1500 personnes.

Il s'agit concernant l'entreprise américaine de disposer en Europe d'une base pour développer ses activités dans la région dans laquelle elle affirme envisager de construire 14 réacteurs à terme (9 en Ukraine, 3 en Pologne, 2 en Bulgarie). Information complémentaire, Westinghouse a obtenu le feu vert indien pour 6 réacteurs tandis que 14 sont en cours de construction en Chine (réacteurs adaptés).

Les dirigeants de l'entreprise estiment probable que certains pays, comme l'Espagne, qui ont renoncé au nucléaire, pourraient revoir leur position.

Si les 9 réacteurs en Ukraine demeurent encore un projet très spéculatif, il n'en demeure pas moins que d'autres pays européens tels la Roumanie, les Pays-Bas pourraient offrir des débouchés à l'AP1000. La Hongrie demeure une singularité par son choix de s'appuyer sur l'expertise russe au sujet de ses nouveaux réacteurs.

Face à cette détermination américaine, la France fait pâle figure. Hormis la construction en cours de deux réacteurs EPR au Royaume-Uni et un projet à venir de deux autres dans lequel l'Etat britannique a pris une part majoritaire, le secteur nucléaire civil français ne parvient pas à vendre son EPR (seul produit en rayon) : échec en République tchèque, en Pologne et blocage d'un projet indien faramineux (6 réacteurs sur un même site) à l'état d'étude depuis plus d'une dizaine d'année. La Chine a démarré ses deux réacteurs EPR en 2018/19 et en restera là.

La volonté politique de démarrer un nouveau plan de développement nucléaire en France (6 réacteurs à moyen terme puis 8 en perspective) par le gouvernement, qui a fermé la centrale de Fessenheim, doit être resituée dans cet affrontement international avec comme enjeu la survie de la filière nucléaire civile française. Cette dernière repose uniquement sur le succès de l'EPR dont les chantiers en France (Flamanville) et en Finlande ont subi des retards de 12 ans. A titre de comparaison, le premier chantier AP100 aux Etats-Unis a enregistré 7 ans de retard contre 4 ans en Chine pour le même réacteur. Le retard sur les chantiers chinois de l'EPR a été de 5/6 ans.

Ces données révèlent une faiblesse intrinsèque de la filière française en termes d'organisation et de savoir-faire en ligne avec la désindustrialisation nationale. Il est à craindre que le projet, certainement trop ambitieux, initié par le président Macron ne finisse par l'envoyer définitivement dans le mur.

Prud'hommes : réforme dangereuse pour les droits des travailleurs

La juridiction prud'homale est aujourd'hui confrontée à une accumulation de réformes et d'évolutions structurelles majeures. Le projet de décret dit « RIVAGE » qui envisagerait de relever à nouveau le taux de ressort, le développement contraint des modes alternatifs de règlement des différends tels la médiation, la dématérialisation accrue des procédures, ainsi que la remise en place d'un timbre pour la saisine du juge prud'homal traduisent une orientation interrogeant profondément l'avenir afin de faire valoir les droits des travailleurs.

Certaines réformes risquent de restreindre l'accès effectif au juge.

La justice prud'homale repose sur un socle clair : une justice de proximité, gratuite et accessible, pensée pour des justiciables dont la situation économique et sociale est très souvent fragile. Toute évolution procédurale ou financière qui aurait pour effet de conditionner l'accès au juge à la capacité contributive des parties, à la maîtrise d'outils numériques ou à des procédures toujours plus complexes créerait de fait des obstacles supplémentaires à l'exercice des droits.

Il nous appartient de rester particulièrement vigilants afin d'éviter l'émergence d'une justice à deux vitesses, qui éloignerait du juge celles et ceux ayant pourtant le plus besoin. Défendre l'accès au juge prud'homal, c'est défendre une exigence démocratique fondamentale.

Fiscalité : justice, vous avez dit justice ?

C'est officiel, en 2024, ils ont été 18 525 foyers disposant d'un patrimoine immobilier d'au moins 1,3 million d'euros à ne pas payer d'impôt sur le revenu. Même en excluant les personnes qui ne résident pas fiscalement en France et celles décédées en cours d'année, le nombre de ces très riches qui échappent à l'impôt commun reste étonnamment élevé et pose question : 13 335. C'est ce qui ressort des derniers documents transmis par le ministère de l'économie et des finances à Claude Raynal (Parti socialiste) et Jean-François Husson (Les Républicains), les deux têtes de la commission des finances au Sénat.

France / Inde - Partenariat en faveur d'un futur corridor maritime et accord avec CMA CGM

Lors de la visite du président de la République Emmanuel Macron en Inde, un [accord](#) a été conclu entre le port de Marseille Fos et les ports indiens de Mumbai et Mundra dans le but de structurer le corridor IMEC² (Inde-Moyen-Orient-Europe). Lancé lors du G20 de New Delhi en 2023, l'Imec vise à créer un corridor multimodal de 6.000 km reliant l'Inde et l'Europe via des liaisons maritimes, ferroviaires, digitales et énergétiques. Ce corridor maritime rappelons le veut être un concurrent de celui promu par la Chine dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Celui-ci inclut Israël, participant du projet IMEC. Ainsi, un membre des BRICS+ et non des moindres se joint à un projet ouvertement concurrent à celui de la Chine.

Le groupe CMA CGM, également présent dans ces deux ports indiens, a confirmé la construction de six porte-conteneurs au GNL (Gaz Naturel Liquéfié) dans le chantier indien de Cochin, la création d'un centre de Recherche & Développement à hauteur de 360 millions de dollars ajouté à cela le recrutement de 1.500 marins indiens d'ici 2026.

Selon l'INSEE, c'est le recrutement de contractuels qui soutient de nouveau l'emploi dans la fonction publique³

"Fin 2024, 5,9 millions d'agents travaillent dans la fonction publique : c'est 32 800 agents de plus que l'année précédente, soit +0,6 %, une hausse inférieure à celle de 2023 (+1,1 %). L'emploi augmente de 0,8 % dans la fonction publique de l'État, de 0,3 % dans la fonction publique territoriale et de 0,5 % dans la fonction publique hospitalière.

Le nombre de fonctionnaires y compris militaires est quasi stable en 2024 (-0,1 %). En revanche, le nombre de contractuels continue d'augmenter : +2,6 %, après +4,9 % en 2023. Par ailleurs, les effectifs de catégorie A dépassent pour la première fois ceux de catégorie C.

La part des femmes dans la fonction publique continue de croître et atteint 64 %, soit 5 points de plus que vingt ans auparavant. La réforme des retraites de 2023 accentue la part d'agents âgés de 50 ans ou plus.

En 2024, les entrées dans la fonction publique diminuent. Les sorties augmentent dans les fonctions publiques hospitalière et territoriale."

Hausse des forfaits hospitaliers et durcissement de l'AME (l'aide Médicale de l'Etat)

Le gouvernement annonce la publication prochaine de plusieurs décrets augmentant les forfaits hospitaliers et les participations des patients. Ces mesures ne figuraient pas dans la Loi de Finance de la Sécurité Sociale 2026 (LFSS). Selon la CGT : " *Les forfaits urgences et hospitaliers passeraient respectivement de 19,61€ à 23€ et de 20€ à 23€, et pour les séjours en psychiatrie de 15€ à 17€. La participation forfaitaire aux actes coûteux passerait de 24 à 32€. Par ailleurs, les tarifs journaliers de prestations servant de base au calcul du ticket modérateur seraient revalorisés de plus de 5%, s'ajoutant à la revalorisation tendancielle annuelle, entraînant mécaniquement une augmentation du reste à charge pour les assurés.*" Dans le même temps note la CGT : " *deux décrets viennent durcir l'accès à l'Aide médicale de l'État (AME). Le premier alourdit les justificatifs exigés pour déposer une demande (documents récents, photo d'identité, attestations supplémentaires), créant de nouveaux obstacles pour des personnes déjà en grande précarité. Comme l'a souligné Médecins du Monde, plus d'un tiers des personnes accueillies dans ses centres ne disposent pas de pièce d'identité avec photo.*"

Il s'agit bien d'une nouvelle attaque contre les travailleurs et leur sécurité sociale.

Seb envisage de supprimer 2 100 postes" dans le monde, dont 500 en France

Mercredi 25 février, en marge de la présentation de ses résultats pour 2025, le groupe a présenté aux organisations syndicales un plan d'économies visant à "retrouver" une "trajectoire de croissance rentable" et à s'adapter à une concurrence, notamment asiatique, "plus rapide et plus intense". Ces suppressions représenteraient 7% de ses effectifs.

Publications Colloques et Débats

A l'occasion des vingt ans du mouvement social contre le Contrat Première Embauche, l'Institut d'Histoire Sociale CGT organise une table ronde

A l'occasion des vingt ans du mouvement social contre le Contrat Première Embauche, l'IHS CGT organise le mardi 17 mars à 14h au siège de la CGT à Montreuil une table ronde, celle-ci reviendra sur ce moment fort de l'histoire sociale française. En 2006, le projet porté par le gouvernement de Dominique de Villepin avait suscité une mobilisation massive de la jeunesse, des syndicats et de nombreux citoyens. France 1906-2006

Problématiques sociales et syndicales

Stéphane Sirot, historien spécialiste des conflits du travail et du syndicalisme publie régulièrement des brochures qui sont autant de manuels éducatifs pour les militants syndicaux. Signalons :

*Syndicalisme, religion et laïcité, d'hier et d'aujourd'hui

*La CGT à 130 ans, Limoges, 23-28 septembre 1895

*Petit manuel des grandes victoires syndicales

Contact concernant les commandes : Stéphane Sirot, 30 rue Alexandre Deleamar, 59370 Mons-en-Baroeul , stephsiro@gmail.com

International et Solidarité internationaliste

Succès pour le syndicalisme de classe en Grèce⁴

Le dimanche 15 février se sont achevées les élections de deux jours pour le comité exécutif du Centre du travail d'Athènes (EKA), organisées dans le cadre du 33^e congrès de l'EKA. Celui-ci convenons de le noter est le plus important centre du travail du pays, regroupant 416 syndicats de premier niveau et représentant environ 300.000 salariés du secteur privé dans la région athénienne. Comme chacun le sait, les élections syndicales en Grèce se déroulent sur la base de listes distinctes, reflétant les différentes orientations politiques et syndicales de leurs membres. Les syndicalistes communistes, puis d'autres syndicalistes militants associés au Front militant de tous les travailleurs (PAME) et soutenant son action, ont de nouveau formé une liste, comme ils l'ont fait ces dernières années, sous le nom de « Coopération militante démocratique » (DAS). D'après les résultats des élections, la DAS est arrivée en tête avec 33,24 % des voix (contre 31,39 % en 2023) et 459 sièges (contre 371 en 2023). Ce résultat marque une progression significative, tant en pourcentage qu'en nombre de voix, et a permis l'élection de 11 membres au sein du nouveau comité exécutif de l'EKA, composé de 31 membres (contre neuf lors de la précédente législature). En deuxième position, on trouve la liste PASKE (alliée au parti social-démocrate PASOK) a recueilli 218 voix (15,79 %) et obtenu cinq sièges. Suivie par la liste METOPO (alliée au parti social-démocrate SYRIZA), avec 192 voix (13,9 %) et cinq sièges, tandis que la liste ENOTITA, du parti au pouvoir ND, a obtenu 170 voix (12,3 %) et quatre sièges. Deux autres listes, également affiliées au PASOK et à la ND, mais se présentant séparément, ont obtenu respectivement 10,28 % et 9,43 % des voix, remportant ainsi trois sièges chacune. Enfin, quatre listes issues de divers partis opportunistes de « gauche » n'ont pas réussi à recueillir un nombre significatif de suffrages et n'ont pas été représentées au sein du nouveau comité exécutif de l'EKA. Ce résultat au sein de la plus grande centrale syndicale du pays constitue une avancée importante pour tous les travailleurs, renforçant ceux luttant quotidiennement pour leurs moyens de subsistance et leur dignité. Avec le renforcement du DAS, les conditions sont réunies en faveur des syndicats plus forts sur les lieux de travail, des processus collectifs dynamiques et une lutte soutenue contre le gouvernement et les groupes d'influence patronaux. Il renforce également la lutte contre les politiques d'exploitation, de pauvreté et de guerre, dans le but de préparer une contre-attaque. Ce résultat constitue également une réponse à la ligne du partenariat social – une ligne de soumission et de cooptation – et à la dégénérescence du syndicalisme étatique et patronal incarné par les forces ND-PASOK-SYRIZA, qui ont soutenu toutes les législations anti-ouvrières, aboutissant à la honteuse réforme de l'« accord social » sapant les conventions collectives. Il est temps de mettre en avant les véritables revendications et intérêts des travailleurs, d'intensifier la lutte pour des augmentations de salaire et une réduction du temps de travail, des conventions collectives et des mesures efficaces de santé et de sécurité au travail.

Manifestation des retraités à Athènes

Le 18 février 2026, des retraités de l'Attique ont manifesté devant le ministère de l'Économie nationale et lui ont remis un mémorandum détaillant leurs revendications. Ils réclament notamment une augmentation des pensions, le versement des 13^e et 14^e tranches de pension, le recrutement de personnel : infirmiers et médecins, la création de maisons de retraite publiques, etc.

Grève générale en Argentine à l'appel de la CGT et blocage des ports

A l'occasion de l'examen de la loi travail à l'Assemblée, une journée de grève nationale et de mobilisation a eu lieu le 19 février en Argentine pour lutter contre la réforme du code du travail de Javier Milei. Elle implique notamment la quasi-suppression des indemnités de licenciement et des arrêts maladie puis la légalisation de la journée de 12 heures de travail. La réforme établirait une banque d'heures décidant de la fin de la journée de travail, en supprimant les heures supplémentaires, en réduisant les indemnités et en s'attaquant à l'organisation syndicale et au droit de grève. Le texte a déjà été adopté au Sénat, à la demande du FMI avec le soutien du patronat et d'une partie de l'opposition.

A compter du jeudi 19 février, les terminaux portuaires argentins sont à l'arrêt suite à la grève nationale lancée par la FEPA en soutien à la CGT⁵, afin de protester contre la réforme du travail actuellement débattue au Congrès.

"Les ports argentins se sont réveillés paralysés ce jeudi matin après le début de la grève nationale lancée par la Confédération générale du travail (CGT), rejointe par la Fédération argentine des débardeurs (FEPA). La grève est observée par l'ensemble des syndicats des travailleurs portuaires argentins (SUPA), qui regroupent les ports de marchandises diverses, céréaliers et de pêche du pays. Selon les syndicats, la participation est importante et l'arrêt de travail affecte toutes les opérations portuaires. Protestation contre la réforme du travail Cette action s'inscrit dans le cadre de la protestation contre la réforme du travail actuellement débattue au Congrès national. Le syndicat souligne que les travailleurs portuaires participent activement à cette journée d'action nationale et met en avant l'impact de la paralysie du système portuaire sur le réseau logistique et commercial du pays. La veille, le secrétaire général de la FEPA, Marcelo Osorio, a adressé un courrier à la direction de la CGT afin de réaffirmer le soutien de la fédération et de garantir la mise en œuvre effective de la grève dans tous les ports argentins. Dans ce courrier, il proposait également de mobiliser les ressources du syndicat pour intensifier le plan d'action si la confédération syndicale le souhaitait. Le blocage du système portuaire est l'un des aspects les plus sensibles de la protestation, compte tenu de son rôle stratégique au sujet du commerce extérieur et l'approvisionnement intérieur, et renforce la dimension nationale de l'action menée par la confédération syndicale."

La CGT Capgemini dénonce le commerce d'armement avec Israël

Les syndicats continuent d'être de plus en plus nombreux à se mobiliser contre le commerce d'armement avec Israël. La CGT Capgemini a publié un article dénonçant le commerce d'armement avec Israël et les contrats que Capgemini entretient avec les entreprises d'armement complices. Elle revendique le droit à une clause de conscience afin de permettre aux salarié·es de refuser de travailler pour des clients militaires. La CGT Capgemini s'est également illustrée récemment en combattant la complicité de son employeur dans les exactions commises par la milice raciste ICE aux États-Unis. La CGT Capgemini nous montre que les syndicats peuvent se battre pour que la force de travail des salariés ne soit pas utilisée en vue de commettre des crimes contre leur gré, et que les salarié·es ont le droit de remettre en question les choix coupables de leurs employeurs !

La FSM solidaire des travailleurs d'EKTAM SOFT DRINKS à Chypre⁶

La Fédération syndicale mondiale, représente plus de 105 millions de travailleurs dans 134 pays sur tous les continents et condamne fermement le licenciement de 37 travailleurs d'EKTAM SOFT DRINKS à Famagouste, à Chypre, immédiatement après qu'ils ont exigé une convention collective. Le mouvement syndical international de classe exprime sa solidarité pleine et entière avec le syndicat EMEK-İŞ, ses revendications légitimes et la grève illimitée entamée il y a une semaine. Nous dénonçons les actions et pratiques antisyndicales menées par l'entreprise, ciblant les travailleurs défendant courageusement leurs intérêts et luttant pour des salaires et des conditions de travail dignes. La FSM joint sa voix à celle de DEV-İŞ, de son syndicat local EMEK-İŞ et des travailleurs d'EKTAM SOFT DRINKS, exigeant la réintégration immédiate de tous les travailleurs licenciés, la cessation des pratiques antisyndicales inacceptables, du harcèlement et des menaces contre les travailleurs en difficulté, et la conclusion d'une convention collective garantissant des conditions de travail dignes.

Cuba : l'indispensable solidarité⁷

Une alerte du Vice-Président de Cuba Coopération France

La situation à Cuba est grave. Les dernières mesures prises par le gouvernement des États-Unis visent à priver Cuba de toutes les ressources en combustible, avec l'objectif d'asphyxier totalement l'économie et les services vitaux. Sans possibilité d'avoir du combustible pour produire de l'électricité, afin d'assurer des transports, pour

produire les biens essentiels, la population est confrontée à une situation gravissime, qui peut même mettre en cause la vie des plus vulnérables ou ceux qui sont en urgence médicale. Les soins essentiels ne peuvent plus être assurés, les transports vers les centres médicaux sont impossibles et les appareils médicaux indispensables sont à l'arrêt faute de courant. Malgré les efforts des autorités pour préserver les urgences, des personnes vont perdre la vie. Cette aggravation du blocus est un crime.

Nous ne pouvons laisser faire cela. Cuba a aujourd'hui besoin de notre solidarité mais encore plus d'une aide concrète de manière à surmonter cette situation. Avec d'autres associations, collectivités, partis politiques et syndicats nous avons interpellé les autorités de la France et de l'Europe pour répondre à cette urgence et apporter l'aide indispensable. Notre association travaille pour pouvoir envoyer rapidement de la nourriture et des médicaments. Ce blocus doit cesser afin que Cuba puisse de nouveau commercer et recevoir le combustible nécessaire à son économie. Nous sommes disponibles de sorte à faciliter toutes les aides concrètes qui pourront aider la population cubaine.

L'Allemagne juge insuffisants les efforts de la France pour augmenter les dépenses de défense et l'appelle à des économies dans le social

L'Europe serait-elle allemande ? En tout cas elle exprime sa volonté hégémonique sur le continent en se plaçant en gendarme de la bonne tenue de la politique économique et sociale de la France. Ainsi, Berlin juge *insuffisants* les efforts de Paris pour augmenter les dépenses de défense et muscler la souveraineté européenne. C'est ce qu'a déclaré le 16 février le chef de la diplomatie allemande Johann Wadephul. Le président du Medef a dû applaudir des deux mains.

Selon le journal *Le Monde*, ce ministre interrogé à la radio publique allemande Deutschlandfunk sur la proposition d'Emmanuel Macron de financer par une dette commune européenne des investissements dans la défense ou l'intelligence artificielle, il s'est montré sans équivoque. "Emmanuel Macron mentionne « à juste titre tout le temps notre aspiration à la souveraineté européenne. Quiconque en parle doit agir en conséquence dans son propre pays. Les efforts déployés jusqu'à présent en [France] sont insuffisants pour y parvenir ».

1 propos rapportés par : <https://www.francebleu.fr/bourgogne-franche-comte/cote-d-or-21/longvic/nouveau-debrayage-des-salaries-de-khalyge-a-longvic-8778012>

2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Corridor_%C3%A9conomique_Inde-Moyen-Orient-Europe

3 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8732435>

4 <https://inter.kke.gr/en/m-article/New-significant-success-for-the-class-oriented-forces-in-Athens/>

5 <https://www.diariodelpuerto.com/maritimo/el-puerto-de-hamburgo-crecio-un-26-en-2025-impulsado-por-los-contenedores-73-CE25657577#scrollview>

6 <https://www.wftucentral.org/wftu-solidarity-statement-with-workers-of-ektam-soft-drinks/>

7 <https://mail.google.com/mail/u/2/#inbox/WhctKLbvWXztpMJbNlkPKNXBmqPbXKKKjtdswSWffkkZBplwVmLWWDZbSxbLHIKNqGFsVHI>

© Copyright

Débat National sur :

**" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société"
samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris,
métro République ou Oberkampf)**

**La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande
et auprès des militants Communistes**

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource

que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service